



European  
University  
Institute

Robert Schuman Centre for Advanced Studies

## MPC – MIGRATION POLICY CENTRE

Co-financed by the European Union

### *Les réfugiés syriens au Liban en 2012*

*(document provisoire)*

**Hala Naufal**

MPC Research Report 2012/10



© 2012. All rights reserved.  
No part of this paper may be distributed, quoted  
or reproduced in any form without permission  
from the MPC.



**EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE**  
**ROBERT SCHUMAN CENTRE FOR ADVANCED STUDIES**  
**MIGRATION POLICY CENTRE (MPC)**

**Les réfugiés syriens au Liban en 2012**

**HALA NAUFAL**

**MIGRATION POLICY CENTRE (MPC)**  
**RAPPORT DE RECHERCHE, MPC RR 2012/10**  
**BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO DI FIESOLE (FI)**

© 2012, European University Institute  
Robert Schuman Centre for Advanced Studies  
Migration Policy Centre (MPC)

Ce texte ne peut être téléchargé et imprimé, en un seul exemplaire, que pour un usage strictement personnel et non collectif.

Toute autre reproduction, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées à : [migration@eui.eu](mailto:migration@eui.eu)

Dans les citations et références, ce texte doit être mentionné comme suit :

[Prénom et nom de(s) auteurs(s)], [*titre*], série : "MPC RR", [n° de série],  
Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI):  
Institut universitaire européen, [année de publication].

Les opinions exprimées dans cette publication ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position de l'Union européenne

Institut universitaire européen  
Badia Fiesolana  
I – 50014 San Domenico di Fiesole (FI)  
Italie

<http://www.eui.eu/RSCAS/Publications/>  
<http://www.migrationpolicycentre.eu/Publications/>  
<http://cadmus.eui.eu/dspace/index.jsp>

## **Le Migration Policy Centre (MPC)**

### Mission

Le Migration Policy Centre à l'Institut Universitaire Européen de Florence mène des recherches poussées sur les migrations internationales afin de répondre aux besoins de gouvernance de la migration au niveau européen, allant du développement, de la mise en œuvre et du suivi des politiques migratoires à l'évaluation de leur impact sur l'ensemble de l'économie et de la société.

### Logique

Les migrations constituent à la fois une opportunité et un défi. Alors qu'elles peuvent favoriser, lorsqu'elles sont bien gérées, le progrès et le bien-être dans les pays d'origine – ainsi que dans les pays de destination –, leur mauvaise gestion peut mettre en danger la cohésion sociale, la sécurité et la souveraineté nationale. L'élaboration de politiques saines en matière de migration et dans les domaines connexes doit être fondée sur la connaissance, mais la construction de la connaissance doit de son côté aborder les priorités politiques. Les migrations évoluant rapidement, la connaissance doit être mise à jour en permanence. Etant donné que les migrations relient chaque pays au reste du monde, leur étude exige une coopération innovante entre les chercheurs du monde entier.

Le MPC conduit de la recherche sur le terrain ainsi que de la recherche documentaire, toutes deux solides scientifiquement et pertinentes d'un point de vue politique, non seulement au niveau européen, mais également au niveau mondial, avec pour cible les décideurs politiques et les politiciens. Cette recherche fournit des instruments pour relever les défis posés par les migrations : 1) en produisant de la recherche orientée vers les politiques sur les questions de migration, d'asile et de mobilité en Europe et dans les pays situés le long des routes migratoires vers l'Europe, qui sont considérées comme des priorités ; 2) en rapprochant la recherche de l'action en fournissant aux décideurs politiques et autres parties prenantes les résultats exigés par des décisions politiques fondées sur les faits, ainsi que les méthodologies nécessaires pour répondre aux besoins de gouvernance de la migration; 3) réunissant chercheurs, experts, décideurs politiques et penseurs influents dans le but d'identifier les problèmes, de rechercher leurs causes et leurs conséquences, et de trouver des solutions politiques.

La recherche du MPC inclut un programme de base et plusieurs projets, la plupart d'entre eux financés par l'Union européenne.

Les résultats des activités exposées ci-dessus sont mis à disposition du public sur le site internet du projet : [www.migrationpolicycentre.eu](http://www.migrationpolicycentre.eu)

Pour davantage d'informations:

Migration Policy Centre (MPC)

Robert Schuman Centre for Advanced Studies (EUI)

Via delle Fontanelle 19

50014 San Domenico di Fiesole

Italy

Tel: +39 055 46 85 817

Fax: + 39 055 46 85 770

Email: [migration@eui.eu](mailto:migration@eui.eu)

**Robert Schuman Centre for Advanced Studies**

<http://www.eui.eu/RSCAS/>

Depuis le début de la révolte populaire en Syrie il y a plus d'un an, le nombre des réfugiés syriens au Liban a connu une augmentation significative comme suite à l'escalade de la violence, particulièrement dans les provinces de Homs, Deir al -Zor, Hama Damas et Idleb. Les estimations chiffrées varient selon les sources. Estimés à hauteur de 5000 individus au début de Décembre 2011<sup>1</sup>, ils auraient déjà atteint le seuil de 15800 individus selon le Ministère des Affaires Sociales (MoSA)<sup>2</sup>, de 30000 individus selon Caritas<sup>3</sup> et de 33142 individus selon la Coalition des Organisations non Gouvernementales (ONG) au Liban. Dans son dernier rapport hebdomadaire<sup>4</sup>, le HCR a souligné qu'en collaboration avec le gouvernement libanais, les autorités locales et les partenaires internationaux et locaux, il apporte une aide à plus de 26000 réfugiés syriens dans les différentes régions du pays.

Cette étude est une contribution à la connaissance du problème des réfugiés syriens au Liban sous différents aspects. Plus précisément, elle vise à appréhender l'évolution de leur effectif, leurs caractéristiques principales, la structure d'accueil et d'assistance, le cadre politique, la position officielle vis-à-vis du problème, les conditions des réfugiés vues par eux-mêmes ainsi que les opinions des représentants de certains partis politiques et experts sur la question. La collecte des informations a été conduite durant le mois de Mai 2012. Des entretiens ont été établis avec des responsables d'organisations concernées, des représentants de partis politiques et des experts. La presse et les sites Internet ont également été utilisés.

## Evolution du nombre des réfugiés enregistrés

Le nombre des réfugiés syriens enregistrés dans la base de données du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (HCR) et du Haut Comité de Secours libanais (HCS) a augmenté de 3798 individus à la fin du mois de Novembre 2011<sup>5</sup>, à 6374 individus à la fin du mois de janvier<sup>6</sup>, pour atteindre 13672 le 7 Mai 2012<sup>7</sup>. On peut donc estimer que presque la moitié des réfugiés présents actuellement au Liban ne sont pas enregistrés officiellement parce qu'ils craignent que leurs noms ne soient transmis au gouvernement libanais, et par suite au gouvernement syrien. La base de données HCR-HCS comprend seulement les réfugiés enregistrés dans le Nord du pays où le HCS a été chargé - par décret ministériel - de diriger les interventions d'assistance aux réfugiés syriens. L'augmentation du nombre des réfugiés enregistrés ne reflète pas de nouvelles arrivées mais l'enregistrement de réfugiés présents depuis quelque temps et qui ne se sont pas enregistrés préalablement auprès des centres du HCS et du MoSA. Comme l'a déjà précisé le ministre des Affaires Sociales, Wael Bou Faour « plusieurs citoyens syriens réfugiés au Liban au cours des dernières semaines ne se sont pas enregistrés préalablement auprès des centres du HCS et du MoSA, mais le font actuellement »<sup>8</sup>.

D'autre part, le nombre de réfugiés syriens enregistrés auprès du HCR seul a atteint 14514 le 12 mai 2012. En plus des réfugiés enregistrés dans le Nord, ce chiffre inclut les réfugiés enregistrés à Beyrouth (817 individus) et ceux enregistrés dans la Bekaa (604).

---

<sup>1</sup> Hala Naufal, La situation des réfugiés et travailleurs syriens au Liban suite aux soulèvements populaires en Syrie, CARIM Notes d'analyse et de synthèse 2011/73, Module socio-politique. Robert Schuman Center for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole, Institut Universitaire Européen.

<sup>2</sup> Jeanine Jalakh, Les réfugiés syriens: une véritable bombe à retardement. L'Orient-Le Jour 5/4/2012

<sup>3</sup> Interview avec Hessen Sayah, Responsable de Projet, Vendredi 18 mai 2012, Caritas Lebanon Migrant Center, Sin el Fil.

<sup>4</sup> UN Inter-Agency Update on Syria Situation Response in Lebanon, UNHCR, May 18-25, 2012.

<sup>5</sup> UNHCR, Lebanon Update, Situation in North Lebanon, 11-17 February 2012.

<sup>6</sup> Ibid

<sup>7</sup> UNHCR, Lebanon Update, Support to Displaced Syrians, 4 April-11 May 2012.

<sup>8</sup> « Mikati préside une réunion consacrée à la situation humanitaire des réfugiés syriens », L'Orient-Le Jour 28/2/2012

## La Bekaa... seconde destination des réfugiés

Durant l'année 2011, la région de destination de la majorité des réfugiés était le Nord du Liban, plus précisément Wadi Khaled et Tripoli. Mais depuis le début de mars 2012, une autre région, plus proche de la Syrie, est devenue un refuge pour les familles syriennes cherchant à fuir les troubles dans les régions de Homs, Quseir, Zabadani et Hama. Il s'agit de la Bekaa - bande de terre fertile qui s'étire le long de la frontière orientale du Liban. Le mouvement était lent au début et se limitait à une ou deux familles chaque jour. Il s'est accéléré par la suite parallèlement à l'escalade des troubles dans les régions rurales de Damas qui avait signé un accord de jumelage avec le Mohafaza de la Bekaa.

Au premier avril 2012, le nombre de familles réfugiées dans la Bekaa ouest et moyenne était estimé à hauteur de 825 soit 5000 individus. Les 2/3 de ces familles étaient établis dans des régions semi-urbaines comme Saadnayel, Al Faour, Majdal Anjar and Birr Elias, et le reste distribué dans les villages des deux régions. 14% seulement étaient accueillis par des familles par comparaison aux familles plus accueillantes de Wadi Khaled, Akkar où ce pourcentage est estimé à 90%, ou avec Arsal et Baalbeck, nord de la Bekaa où 70% étaient hébergés par des familles et aidés par la communauté locale malgré la limitation des possibilités de travail dans le nord par comparaison aux autres régions ouest et moyenne où le revenu est plus élevé et les réfugiés plus scolarisés en général. On a estimé que 50% des réfugiés furent hébergés dans des logements loués, 26% étaient établis dans des camps de nomades, et le reste (24%) hébergé avec des familles ou dans des logements offerts par la communauté locale<sup>9</sup>.

Au premier Mai 2012, le nombre de familles réfugiées remontait à 1370. La taille de la famille varie entre 5 et 15 personnes, le nombre de réfugiés étant estimé entre 7000 et 8000. La majorité des familles réfugiées est originaire de Homs, Quseir, Jussieh, Rastan, Hama et sa région rurale, Idleb, la région rurale de Damas (Zabadani, Madaya) et Damas. Les familles se distribuent sur les localités de destination comme suit: Aarsal (460), Baalbek (323), Saadnayel (280), Birr Elias (170), Faqiha (90) Brital (22), Hermel (25). Un grand nombre a traversé cette région montagneuse et enneigée à pied, d'autres ont traversé la frontière aux points Al-Qaa et Masnaa, alors que d'autres ont franchi clandestinement ou à l'aide de contrebandiers.<sup>10</sup>

« Um Karim\*, mère de sept enfants, est l'une des dernières arrivées à Al Faqiha. Elle a pris la décision de fuir par les montagnes dans un moment de panique, lorsque son quartier a soudainement été ravagé par de violents conflits. « J'ai attrapé les enfants et je me suis enfuie, raconte-t-elle. Nous n'avions pas le temps de prendre quoi que ce soit, même pas nos papiers d'identité. Nous sommes passés par les plaines et nous sommes arrivés ici ». Son mari, chauffeur de taxi, n'a pas pu partir avec le reste de la famille. Um Karim n'a pas eu de ses nouvelles depuis leur départ. »

« Lorsqu'elle et ses enfants (sur ses sept enfants, elle a deux bébés) ont atteint Al Faqiha, une famille locale leur a donné une chambre individuelle. La chambre est peu meublée et n'a pas de chauffage pour les protéger du vent froid qui balaye le flanc des montagnes à proximité. »

« Il n'y a pas grand-chose à manger non plus. Um Karim montre du doigt quelques barquettes en plastique dans un coin contenant du riz, des lentilles, de la confiture et d'autres aliments de base. »

« Il nous manque beaucoup de choses, dit-elle. Nous avons une chance de nous en sortir mais ce n'est pas la vie que nous avons en Syrie. Nous rendons grâce à Dieu et nous essayons de surmonter les difficultés ».

Même si les autorités libanaises ont proposé d'accueillir les enfants syriens dans les écoles locales, les enfants d'Um Karim ne sont toujours pas scolarisés.

<sup>9</sup> Danish Refugee Council, Shelter Assessment, West and Middle Bakaa, Jens Christian Christensen 17/4/2012

<sup>10</sup> Interview avec Zaki Rifaii, coordinateur à "Sawa Group- region de la Bekaa », 20 Mai 2012.

Pour certains, comme Ameera\*, 24 ans, les cicatrices des expériences vécues sont visibles. Son visage porte la trace des blessures graves survenues lorsqu'elle a été jetée d'un camion alors qu'elle tentait, avec d'autres, d'échapper aux tirs d'obus qui s'abattaient sur leur village natal.

Pour ceux qui sont là depuis longtemps, le plus important est de joindre les deux bouts.

« Ici, mon mari n'a pas de travail, explique Salwa\*, une mère de trois enfants. Nous recevons de l'aide, comme des aliments en conserve. Des proches m'ont donné quelques meubles mais le loyer reste très élevé et la maison est humide. J'ai réussi à trouver du travail pour mon fils. Il gagne 10 dollars par jour, ce qui m'aide à payer le loyer. »

Um Hashem\* a la soixantaine. Elle vit au Liban depuis plus d'un an et fait partie d'un groupe de soutien pour les familles syriennes déplacées. Bien qu'elle se rende compte combien la vie est difficile, elle s'inquiète davantage pour son fils et les hommes de sa famille restés en Syrie.

« Nous remercions les Libanais de nous avoir accueillis et de nous donner du riz, de l'huile et d'autres denrées, dit-elle. Mais pas un jour ne passe sans que je ne m'inquiète au sujet de mon pays ». <sup>11</sup>

Le HCR estime le nombre des réfugiés syriens dans la Bekaa à 9000 individus <sup>12</sup>. Malgré l'afflux des réfugiés dans cette région où les besoins d'assistance se font ressentir de plus en plus, le gouvernement hésite ou refuse encore de mandater le HCS dans cette zone. Selon Jurg Montani, le chef de la délégation du Comité International de la Croix-Rouge (CICR), « cela est dû à l'historique du développement de la situation et au fait que les premiers déplacés sont effectivement arrivés dans le Nord » ; mais il y a également derrière cette attitude « un souci de la part du gouvernement à contenir cette situation dans le nord du pays. Il faut comprendre le Liban avec son puzzle confessionnel qui est très sensible. Nous avons une région qui est majoritairement sunnite et donc des communautés qui peuvent accueillir ces déplacés beaucoup plus facilement que dans la Bekaa ». Il ajoute « Je crois que leur réaction (les autorités libanaises) de mandater le HCS (au Nord uniquement) et leur volonté de laisser travailler le CICR et la Croix-Rouge libanaise ainsi que toute autre association humanitaire œuvrant en faveur des déplacés démontrent qu'il y a une volonté que ces personnes soient prises en charge, sans oublier le fait que les frontières sont restées ouvertes devant tous les déplacés » <sup>13</sup>

## Les régions d'origine et de destination des réfugiés

La majorité des réfugiés établis au Nord du Liban a fui de Tal Kalakh et Homs pour se réfugier à Wadi Khaled, Akroom, Halba, Vieux Akkar, Tall Bire, Tripoli et ses environs (El Minieh, Dennieh), Bire.

La majorité des réfugiés établis dans la Bekaa a fui Baba Amr et Quseir pour se réfugier à Aarsal, Fakeha, Macharii al -Qaa, Hermel <sup>14</sup>

## Distribution géographique des réfugiés syriens au Liban

Selon le HRC la majorité de la population syrienne réfugiée se concentre dans le Nord du pays, avec plus de 9000 individus dans la région de Wadi Khaled, près de 6000 individus à Tripoli et ses environs, 9000 dans la Bekaa, et 1500 à Beyrouth et sa banlieue (7%). <sup>15</sup>

---

<sup>11</sup> [http://www.unicef.org/french/infoby\\_country/lebanon\\_62396.html](http://www.unicef.org/french/infoby_country/lebanon_62396.html)

<sup>12</sup> UNHCR: Registration Trends for Syrians May 17th 2012:  
[data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=266.pdf&name=20120517\\_LEB\\_Stats.pdf](http://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=266.pdf&name=20120517_LEB_Stats.pdf)

<sup>13</sup> Jeanine Jalkh "Le CICR: une mission subsidiaire à celle de l'Etat auprès des réfugiés syriens au Liban", L'Orient-Le jour 14/4/2012.

<sup>14</sup> UNHCR Syria Regional Refugee Response - Information Sharing Portal:  
<http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122>

## Distribution des réfugiés syriens selon la place d'origine

La grande majorité des réfugiés est originaire de Homs (71%), Hama vient en deuxième lieu (6.7%), puis Idleb et Alep.

### Distribution des réfugiés syriens au Liban selon la place d'origine

Place d'origine	%
<b>Raqqa</b>	<b>0.1</b>
<b>Deraa</b>	<b>0.5</b>
<b>Tartous</b>	<b>0.4</b>
<b>Deir Al Zor</b>	<b>0.3</b>
<b>Hasakeh</b>	<b>1.4</b>
<b>Damas</b>	<b>1.1</b>
<b>Lattakieh</b>	<b>1.1</b>
<b>Alep</b>	<b>2.1</b>
<b>Idleb</b>	<b>3.7</b>
<b>Hama</b>	<b>6.7</b>
<b>Homs</b>	<b>71.2</b>

Source: UNHCR: Registration Trends for Syrians May 17th 2012: [data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=266.pdf&name=20120517\\_LEB\\_Stats.pdf](http://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=266.pdf&name=20120517_LEB_Stats.pdf)

### Distribution des réfugiés syriens par âge et sexe (%)

Age	Hommes	Femmes
<b>0-4</b>	<b>9.3</b>	<b>8.4</b>
<b>5-11</b>	<b>9.6</b>	<b>8.9</b>
<b>12-17</b>	<b>6.7</b>	<b>6.4</b>
<b>18-29</b>	<b>10.1</b>	<b>11.7</b>
<b>30-39</b>	<b>6.4</b>	<b>7.1</b>
<b>40-49</b>	<b>4.2</b>	<b>4.2</b>
<b>50-59</b>	<b>2.2</b>	<b>2.1</b>
<b>60+</b>	<b>1.1</b>	<b>1.6</b>

## Cadre d'accueil et d'assistance

Partant du principe humanitaire, plusieurs réseaux d'aide aux réfugiés syriens se sont constitués : D'abord un réseau officiel, le HCS, un organisme d'urgence qui dépend du Premier ministre libanais et qui travaille en étroite collaboration avec le HCR. Parallèlement, la société civile a dès le début joué un rôle crucial : une coalition de 28 ONG libanaises caritatives- pour l'essentiel islamiques- s'est constituée au Nord du Liban pour optimiser l'aide aux réfugiés. Certaines organisations syriennes interviennent aussi, notamment le Haut comité de secours syrien, fondé par les syriens de la diaspora, il fournit des aides alimentaires, prend en charge le rapatriement des blessés syriens vers le Liban et finance leur convalescence.<sup>16</sup>

(Contd.) \_\_\_\_\_

<sup>15</sup>-UNHCR, Lebanon Update, Support to Displaced Syrians, April 11, 2012 -UNHCR Registration Trends for Syrians – may 10<sup>th</sup> [data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=266.pdf&name=20120510\\_LEB\\_Stats.pdf](http://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=266.pdf&name=20120510_LEB_Stats.pdf)

<sup>16</sup> <http://www.grotius.fr/au-liban-les-refugies-invisibles/>, consulté le 5/22/2012



Le HCR et ses partenaires mettent en œuvre des programmes essentiels pour aider les réfugiés et appuyer leurs communautés hôtes. Ces programmes incluent des programmes pour l'identification des personnes les plus vulnérables, ainsi que pour la réhabilitation de maisons, d'écoles et de centres communautaires. Le gouvernement encourage activement la scolarisation des enfants. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) finance des programmes d'éducation, du soutien psychosocial et des espaces de jeux pour les enfants réfugiés. Il assure aussi des vaccinations et des soins de santé. Le HCR a fourni de la nourriture et des articles ménagers.

De nombreuses ONG, comme Caritas et International Medical Corps, assurent aussi des soins de santé. Les ONG jouent également un rôle important dans la communication avec la communauté.<sup>17</sup>

Le HCR a demandé aux autorités libanaises d'accorder aux réfugiés syriens des permis de libre circulation dans tout le Liban, mais les négociations piétinent depuis Novembre 2011<sup>18</sup>.

La « **Caritas** » travaille en coordination avec le HCR au Wadi Khaled. Depuis Juin 2011, elle s'occupe de 3300 familles syriennes. Elle offre une assistance en nature : bons alimentaires, couvertures, kits d'hygiène. Selon elle, le nombre des réfugiés syriens a atteint 30000 individus dont la majorité se trouve au Akkar, Wadi Khaled, Baalbeck, Qaa, Aarsal et Saadnayel. Elle a déjà fourni une assistance à 60 familles à Beyrouth, établies à Nahr el Mot, Bourj Hammoud et Nabaa.

Le centre de Caritas à Taalabaya a élargi son programme intitulé 'The Love and Charity Center for the Support of Elderly Palestinian Refugee' pour inclure les personnes âgées parmi les réfugiés syriens. Il offre des services médicaux et des conseils de santé et fournit des services à domicile.

Caritas possède une clinique mobile qui offre des services médicaux et des médicaments gratuits. Un pédiatre s'occupe des enfants réfugiés syriens. Cette clinique se dirige maintenant vers les nouvelles régions de destination des réfugiés syriens<sup>19</sup>.

Selon le père Simon Faddoul, président de Caritas, le Liban fait face à un problème énorme qui est appelé encore à s'aggraver. Les chiffres sont encore plus importants que ceux qui sont officiellement annoncés, sachant notamment que beaucoup de réfugiés ne s'inscrivent pas auprès des municipalités ou des ONG par crainte de poursuites.<sup>20</sup>

L'organisation caritative « Al Bachaer », établie à Tripoli, s'occupe de 2300-2500 familles syriennes réfugiées. La taille moyenne de la famille est de 5 personnes. La majorité des familles a fui Tall Kalakh, Homs et ses régions rurales, Tartous et Alep ; un certain nombre est originaire des régions rurales de Damas, Lattaquieh et la région frontalière avec l'Irak. Les familles réfugiées sont soit hébergées par des parents, soit placées dans des abris précaires ; certaines familles ont loué des appartements (le loyer varie entre 300 et 500 dollars). Selon le président de l'organisation, le logement constitue un problème majeur pour les réfugiés syriens.

« La majorité des réfugiés syriens sont des femmes et des enfants parce que les opposants au régime syrien sont des hommes. A la suite de la pression exercée par la communauté locale, la société civile et les « Oulama » (les hommes religieux), le HCS a commencé à les aider en leur offrant une assistance mensuelle (nourriture, matelas...) mais cette assistance n'était pas suffisante et elle s'est arrêtée par la suite. La pression exercée par les députés de la région a abouti maintenant à aider seulement les réfugiés blessés. Donc les réfugiés ont été privés de leurs droits comme réfugiés (ils n'ont pas été munis de cartes de réfugiés qui leur permettraient de satisfaire leurs besoins essentiels (logement, nourriture, médicaments...)) ».<sup>21</sup>

<sup>17</sup> UNHCR, Le HCR lance l'alerte sur un manque de fonds pour aider les réfugiés syriens, 20 Avril 2012.

<sup>18</sup> <http://www.grotius.fr/au-liban-les-refugies-invisibles/>, consulte le 5/22/2012

<sup>19</sup> Interview avec Hessen Sayah, Responsable de Projet, Vendredi 18 mai 2012, Caritas Lebanon Migrant Center, Sin el Fil.

<sup>20</sup> Jeanine Jalakh, Les réfugiés syriens: une véritable bombe à retardement. L'Orient-Le Jour 5/4/2012

<sup>21</sup> Interview avec le directeur de l'organisation, Ahmad Mostafa Mohamad, 18/5/2012, Abi Samra, Tripoli.

Depuis le début de la crise, le Liban a déjà accueilli 450 blessés transférés dans les hôpitaux. A cette fin, une station ambulancière temporaire a été créée à Ras Baalbeck pour répondre à l'afflux des blessés dans la Bekaa.<sup>22</sup>

## Cadre politique

Le Liban est de plus en plus touché par la crise syrienne. Depuis le début de la révolte contre le régime syrien en mars 2011, des heurts confessionnels ont éclaté à plusieurs reprises à Tripoli, au nord du pays, mais les derniers en date sont les plus meurtriers et ont vu les sunnites extrémistes y prendre part. Les derniers affrontements entre habitants de deux quartiers de Tripoli, Bab el-Tebbaneh, majoritairement sunnite et hostile au régime syrien, et Jabal Mohsen, alaouite et sympathisant du régime syrien, ont fait plusieurs morts, avant que l'armée n'intervienne et rétablisse le calme. Ces combats mettent en lumière les profondes divisions entre les partis politiques libanais vis-à-vis de la crise en Syrie et font craindre que les violences en Syrie ne fassent tache d'huile au Liban.

Malgré les divisions politiques, le Liban s'est engagé à respecter le principe de l'assistance humanitaire et du non-refoulement de manière à s'acquitter de ses responsabilités à l'égard d'un groupe social extrêmement vulnérable. Comme l'a déjà précisé le chef de la délégation du CICR au Liban, Jurg Montani : « Nous avons un dialogue avec les autorités libanaises depuis mai dernier sur le principe de non-refoulement. Les autorités libanaises se sont engagées à respecter ce principe, quelques soient les personnes concernées »<sup>23</sup>. C'est ainsi que le gouvernement libanais a maintenu une politique d'ouverture des frontières pour accueillir les réfugiés fuyant les bombardements et la violence. La majorité des réfugiés qui sont arrivés durant les derniers mois dans le Nord ont traversé les postes-frontières officielles, exprimant leur crainte de passer clandestinement. Ils ont aussi exprimé leur crainte de la présence de mines du côté syrien de la frontière entre les deux pays. Dans la Bekaa, la majorité des réfugiés a franchi la frontière légalement par le point de Masnaa, alors que quelques autres sont entrés illégalement afin d'éviter les barrages de l'armée syrienne<sup>24</sup>.

Le gouvernement libanais actuel réunit des opposants au régime syrien ainsi que des pro-syriens. Comme l'a déjà précisé le Premier ministre, Najib Mikati : « Le Liban a intérêt à ne pas se mêler du conflit qui opposent les Syriens entre eux. Or, le Liban, dont la société est partagée vis-à-vis des événements en Syrie, n'a pas la capacité de changer le cours des événements même si l'ensemble des Libanais et leur gouvernement se prononcent en faveur du régime syrien ou au contraire en faveur des opposants. Une prise de position nuirait à la société libanaise et je ne permettrai pas cela. »<sup>25</sup> A la question de savoir s'il craint que cette politique perde de sa valeur si une intervention militaire était décidée contre le régime syrien, sa réponse fut : « Notre politique se résume actuellement à soutenir le plan de sortie de crise de Kofi Annan pour lequel plusieurs protocoles ont été signés. D'autres positions seront prises en fonction des résultats de l'application de ce plan. »<sup>26</sup>

Pour sa part, le mufti de la République, cheikh Mohammad Rachid Kabbani, a lancé une campagne d'aide aux réfugiés syriens, lors de sa réunion avec les doyens du Comité des aides humanitaires affilié à Dar el-Fatwa. Une campagne qui « fait suite aux efforts de Dar el-Fatwa dans le même sens ». Il a appelé les Libanais dans leur totalité à « aider et soutenir les réfugiés syriens au Liban, en leur offrant l'assistance nécessaire dans les circonstances difficiles qu'ils traversent »<sup>27</sup>.

<sup>22</sup> Jeanine Jalkh "Le CICR: une mission subsidiaire à celle de l'Etat auprès des réfugiés syriens au Liban", L'Orient-Le jour 14/4 /2012.

<sup>23</sup> Ibid

<sup>24</sup> Interview avec Zaki Rifaii, coordinateur a "Sawa Group- region de la Bekaa », 20 Mai 2012

<sup>25</sup> <http://fr.euronews.com/2012/05/04/sauvegarder-la-paix-au-liban/>

<sup>26</sup> Ibid

<sup>27</sup> Orient-Le Jour 10/05/2012

La demande par le ministre des Affaires Sociales Wael Bou Faour, en conseil de ministre (le 4/4/2012), d'une avance de 100 millions de dollars pour l'assistance des réfugiés syriens, a été rejetée. Tout en indiquant que 'nous faisons face à un fait accompli que personne n'a choisi', le ministre insiste pour que ce dossier reste loin des tiraillements politiques même s'il suscite des craintes démographiques, sécuritaires et politiques. « L'Etat est responsable et doit s'acquitter de son devoir envers les réfugiés ». Selon lui, ce ne sont pas les vivres, ni les médicaments, encore moins les besoins de première nécessité qui manquent. Le seul problème est le logement qui devient de plus en plus pressant, non seulement pour accueillir les nouveaux venus, mais aussi pour reloger les réfugiés qui ont été reçu par des proches, notamment à Wadi Khaled, lesquels dans les mois à venir ne pourront plus le faire, d'autant plus qu' il s'agit de familles assez démunies au départ.<sup>28</sup> Dans cette région, la question du logement est encore maîtrisée, la plupart des réfugiés sont hébergés par des familles libanaises. De part de d'autre de la frontière, des liens de parenté très forts existent. Mais à Tripoli, deuxième plus grande ville du Liban, à 20 Km de la frontière, les réfugiés arrivent en terrain inconnu. Ce sont des associations caritatives libanaises qui ont dans un premier temps aidé à trouver des logements, à financer les loyers, mais elles ne peuvent plus le faire maintenant. Comme l'a déjà signalé Ahmed Mostafa Mohammad, directeur d'Al Bachaer : ' il y a un an, il n' y avait que quelques familles, mais maintenant elles sont des dizaines à venir s'enregistrer chaque semaine dans nos locaux. Nous avons compté plus de 10000 réfugiés dans Tripoli et ses banlieues, nous sommes dépassés »<sup>29</sup>.

Le gouvernement libanais refuse l'installation de camps de réfugiés, comme en Turquie. Les enjeux sont surtout politiques. Le Hezbollah- proche du régime syrien- et ses alliés, refusent l'installation de tentes afin de ne pas rendre visibles les réfugiés, mais n'ont pas d'objection concernant l'assistance fournie au réfugiés syriens<sup>30</sup>. Comme l'a déjà signalé Dana Sleiman, responsable de la communication au HCR : 'on ne veut pas les stigmatiser, installer des camps pose aussi la question de la sécurité, cela renforce les risques d'abus sexuels ». <sup>31</sup> A ce sujet, le responsable du CICR pense que malgré l' 'aversion' que démontrent les autorités officielles à l'égard de « camps de déplacés », justifiée par une explication autant politique que pratique, au plan opérationnel humanitaire, tant que les déplacés sont pris en charge dans les communautés « c'est un plus, une situation où ils se sentent moins dépayés parce qu'ils sont intégrés dans un milieu plus normal qui entraîne systématiquement la responsabilisation de la communauté hôte. Aux organisations d'adapter leurs aides en fonction ». <sup>32</sup>

Le député du Nord, Mouin Merhebi, qui s'est activé sur le terrain à titre personnel mais également au nom du courant « Al Mostaqbal », affirme que le recensement des personnes qui sont entrées au Liban est fondamental, non seulement pour l'Etat libanais, pour sa sécurité, mais aussi pour effectuer un suivi sur le terrain, connaître les besoins de chacun et rationaliser le processus d'aide médicale. Le député s'est étonné notamment du fait que le Ministère de la Santé Publique n'a pas encore pris l'initiative de mettre sur pied une équipe médicale qui puisse s'enquérir de l'état de santé des réfugiés<sup>33</sup>.

---

<sup>28</sup> Les réfugiés syriens: une véritable bombe à retardement, op. cit.

<sup>29</sup> <http://www.grotius.fr/au-liban-les-refugies-invisibles/>

<sup>30</sup> Le Hezbollah et le HCR examinant la situation des réfugiés syriens au Liban, l'Orient-Le jour 6/4/2012

<sup>31</sup> Ibid.

<sup>32</sup> Le CICR: une mission subsidiaire à celle de l'Etat...op.cit

<sup>33</sup> Les réfugiés syriens: une véritable bombe à retardement, op. cit.

## Conditions des réfugiés syriens vues par eux-mêmes

Les histoires comme celles-ci sont souvent évoquées par les familles syriennes réfugiées à travers le Liban.

Cette partie se base sur les discussions au sein de deux “focus groups”

**Premier groupe** : groupe de six familles à Tripoli : quatre familles composées du père, de la mère et de leur enfants ; une famille composée de la mère et sa fille ; une famille composée de la mère, sa fille, sa belle-fille et ses deux enfants.

Ces familles ont fui Baba Amr et Al Khaldiye et se sont établies à Tripoli, Abou Samra.

Avant leur fuite précipitée, la situation était devenue terrifiante. Leurs quartiers étaient ravagés par les bombardements et les obus tombaient sur leurs maisons. Depuis quelque temps déjà les enfants ne pouvaient plus aller à l'école. Tous les besoins essentiels manquaient: nourriture, eau, électricité, etc., leurs parents proches sont morts avec leurs enfants.

Ils ont fui sans rien emporter avec eux, et ont traversé la frontière à leurs risques et périls. Il n'était pas facile de traverser la frontière parce que l'armée syrienne empêchait les gens de partir, c'est pour cela que les familles se trouvaient disloquées, tous les membres de la même famille ne pouvaient pas fuir en même temps, ni par le même point de passage-frontière. Ils devaient se diviser, les femmes et les enfants partaient d'abord, les hommes se trouvant obligés de rester quelque temps avant de les rejoindre, encore s'ils réussissaient à le faire.

Les familles réfugiées ont été bien accueillies par la communauté locale. Elles ont été reçues et hébergées pour quelques jours par des familles tripolitaines jusqu'au moment où une personne riche leur a offert la maison dans laquelle elles logent actuellement.

A Tripoli, les familles et les organisations locales ont répondu à leurs besoins urgents, mais vu l'augmentation du nombre des réfugiés jour après jour, les besoins essentiels quotidiens (lait pour les enfants, légumes, viande...) ne sont pas satisfaits d'une manière régulière. Certaines organisations locales fournissent la nourriture et les articles ménagers de première nécessité, d'autres limitent leur contribution aux loyers, d'autres encore viennent de commencer à leur fournir une assistance financière. Les soins de santé sont assurés par le HCS à travers l'association caritative « Al Bachaer ».

Elles ont fui les combats et la violence dans leur pays vers un endroit supposé plus calme et sûr, mais la situation sécuritaire à Tripoli ne les rassure pas (faisant allusion aux affrontements successifs entre Jabal-Mohsen (alaouites) et Bab el-Tebbaneh (sunnites)).

Les familles espèrent retourner dans leurs localités d'origine une fois la situation rétablie, même si leurs maisons sont complètement détruites, elles sont prêtes à vivre dans des tentes dans leur pays natal parce-que la vie est très chère au Liban et il y a une grande différence dans le pouvoir d'achat entre Tripoli et leurs régions d'origine en Syrie.

**Deuxième groupe** : trois familles composées du père, de la mère et des enfants. Elles ont fui Tall Kalakh et se sont établies à Wadi Khaled

Avant leur départ hâtif, les chars avaient encerclé le quartier et les « Chabbiha » (hommes du régime syrien) avaient défoncé les portes de leurs maisons, détruit leurs biens et volé leurs provisions. Les « Chabbiha » agressent les femmes, les violent et le plus souvent les égorgent. Ils ont attaqué un homme qui fuyait avec son fils, ont battu ce dernier jusqu'à ce qu'il soit devenu complètement paralysé et pris tout ce que le père avait emporté avec lui. Beaucoup de familles étaient obligées de donner tout ce qu'elles possédaient comme ressources financières à des personnes intermédiaires pour assurer leur arrivée en sécurité jusqu'à la frontière sans qu'elles soient attaquées par les « Chabbiha ».

Les familles syriennes continuaient de fuir, certaines régions dans la province de Homs sont devenues désertes ; il en est de même à Tall-Kalakh et Quseir.

Ces familles ont traversé la frontière par le Nahr el Kebir au sud, ou à travers le Mont Akroum, en coordination avec des parents habitant la région de Wadi Khaled-Machta Hassan-Machta Hammoud-Aydamoun-Akroum. Les forces de sécurité libanaises ont aidé les familles à franchir la frontière.

Les familles dans la région de destination ont accouru à leur secours. Elles ont ouvert les portes de leurs maisons pour les héberger et ont offert toute l'assistance demandée. Certaines familles ont dû dresser des tentes ou bien construire des abris par manque de logements disponibles.

En collaboration avec la communauté locale, les maires ont beaucoup contribué à héberger les familles. C'est ainsi qu'ils ont ouvert l'école officielle d'Al Rama où hébergent 20 familles qui sont toutes de Tall Kalakh et Arida, sauf une seule famille de Deraa. Le HCS, plusieurs ONG ainsi que des individus ont offert l'assistance nécessaire.

### **Opinions de représentants de partis politiques et d'experts**

- Etat psychologique, risques, besoins, attentes

Les réfugiés sont très affectés par les événements que traverse leur pays. Témoins d'horreur et de violence, les circonstances dans lesquelles ils ont fui leurs localités d'origine étaient terrifiantes : bombardements, destruction des propriétés, parents et proches tués, personnes attaquées, arrêtées et emprisonnée, etc., plus particulièrement les enfants et les vieux montrent des signes de traumatisme et de détresse.

Il n'est pas facile de quitter précipitamment son pays, sa maison et son entourage. Les réfugiés vivent dans l'incertitude et l'attente, ils risquent d'être attaqués à cause de leur position politique et même abusés parce qu'ils n'ont pas de ressources et ont besoin de tout : logement, nourriture, lait pour les enfants, habits, soins médicaux, etc.

- Impact sur les communautés hôtes....

Beaucoup de réfugiés ont fui sans rien emporter avec eux, et même s'ils ont été hébergés par des parents et des proches, ces derniers sont dans leur majorité démunis et ne pourront pas satisfaire leurs besoins si la situation en Syrie perdure. Les réfugiés vont donc être obligés de chercher du travail ou de quitter le Liban vers un autre pays. Si les Libanais et la société civile en général ont réussi à réagir efficacement pour contenir relativement la situation, le Liban officiel doit aborder le problème de manière systématique et rationnelle.

- Développement de la situation

Le Liban ne possède pas une structure d'accueil et de soutien aux réfugiés, surtout pour une longue période. Le nombre des réfugiés qui augmente pèse sur les capacités des communautés hôtes qui sont pauvres et manquent de ressources et d'infrastructures économique, éducationnelle et sanitaire adéquates. Des problèmes sont donc à prévoir en cas d'augmentation substantielle du nombre des réfugiés qui dépasserait la capacité d'accueil des communautés locales.

- Perspectives au niveau international et au niveau de l'Union européenne ?

Vu les conditions actuelles des réfugiés, les capacités limitées des communautés locales et l'appel pressant de la société civile pour un élargissement de l'assistance et une meilleure planification de celle-ci, le gouvernement libanais et la société civile ne pourront pas supporter la pression que pourrait exercer sur eux l'augmentation du nombre des réfugiés dans les mois à venir. Par conséquent, il est impératif pour la communauté internationale et l'Union européenne de se mobiliser pour collecter des fonds afin de fournir l'assistance requise.

